

Lettre au président du Mali, Amahdou Toumani Traoré suite à la visite d'état du ministre de l'intérieur français de l'époque, Nicolas Sarkozy.

Rédigé à Bamako, le 24 mai 2006, par Nouhoum Keita

Monsieur le Président,

Dans quelques jours, vous commémorerez le 4ème anniversaire de votre accession à la magistrature suprême de notre pays. En cette occasion, je voudrais formuler mes vœux de succès à vous et à votre Gouvernement dans l'accomplissement de votre noble et difficile mission. Je profite de la même occasion pour vous exprimer la profonde douleur et les réflexions partagées par un nombre incalculable de nos compatriotes suite à la visite effectuée au Mali, les 17 et 18 mai 2006, par le Ministre d'État Français de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Nicolas Sarkozy.

Monsieur le Président,

Dans le contexte mondial de domination exacerbée du capitalisme néolibéral, caractérisé par l'ouverture forcée à la concurrence internationale la plus sauvage et la plus impitoyable que l'humanité ait connue, la **France est dans un désarroi total et une posture d'impuissance sans précédent** :

En effet, son économie qui, depuis la fin du 19ème siècle, fonctionnait sur des bases artificielles (le pillage de son empire colonial par « l'économie de traite », la subvention du Plan Marshall des États-unis d'Amérique, le pompage des économies africaines par l' « aide liée », les rentes sur les transactions extérieures des pays dont il garantit la monnaie, la spoliation pure et simple par l'imposition forcée des dévaluations monétaires injustifiées ou flagramment abusives, l'escroquerie de l'endettement extérieur de nos pays, les plans d'ajustement structurel sangsues assortis de dispositifs ou mesures d'allègement-rééchelonnement/annulation usuraires, les marchés et zones d'influence protégés), **s'est trouvée brutalement confrontée à l'épreuve de vérité** : *soutenir la compétition avec les puissantes économies européennes, nord-américaines, asiatiques et celles des pays dits émergents.*

Disposant d'un potentiel réel très modeste (matières premières stratégiques quasi-inexistantes, ressources énergétiques très modestes, dynamique démographique médiocre), ce pays voit désespérément sa dépendance à l'égard de l'extérieur se renforcer inexorablement : 60% de son économie sont aux mains d'entreprises et sociétés étrangères, avec un transfert des mécanismes de décision aux institutions de l'Union Européenne sous domination des États-unis, la perte ou l'affaiblissement de ses positions acquises dans des régions du monde qui étaient naguère ses chasses gardées, avec, comme conséquence, une grave incertitude quant à ses approvisionnements extérieurs.

Incapable de développer une compétitivité comparable à celle de ses concurrents, la France a, de ce fait, recours à *une politique antinationale et réactionnaire de réduction du coût du travail par la désindustrialisation interne et la délocalisation des entreprises françaises vers des pays où les coûts d'investissement sont faibles, à travers la mise en place de la « flexibilité de l'emploi », c'est-à-dire, sa déprotection et sa précarisation systématiques, enfin, l'abolition des acquis syndicaux des travailleurs par des mesures législatives anti-démocratiques.*

Les principales conséquences de cette politique et de mesures sont : un déclin économique ahurissant avec une dette égale à 65% du P.I.B, des déficits publics persistants, un chômage endémique et chronique que les manipulations statistiques n'arrivent plus à dissimuler tant soit peu, une aggravation sans précédent des inégalités, le développement et l'extension de l'exclusion, l'angoisse perpétuelle du lendemain, la désespérance et la révolte de la jeunesse et des catégories populaires (défaites du parti dirigeant à toutes les élections organisées depuis son arrivée au pouvoir -régionales, européennes,

référendum sur la constitution européenne-, crises des banlieues et du Contrat Première Embauche), la perte totale de repères pour le peuple français, la déliquescence de l'État et l'installation insidieuse d'une situation de psychose générale caractérisée par la phobie de l'étranger et du passé national dont la mémoire a été largement construite sur le mensonge, la duperie et l'amnésie.

Monsieur le Président,

Les forces politiques en charge des affaires publiques en France, n'ayant aucun projet alternatif ni de perspectives rassurantes à proposer face à cette demande sociale populaire, elles ont décidé de « surfer » sur ces peurs, sur les préjugés officiellement fabriqués et entretenus depuis trop longtemps dans ce pays, de susciter la haine entre les communautés, d'exciter les instincts les plus bas, de détourner la colère et les luttes pour le changement sur des boucs émissaires (l'islam, les immigrés), de divertir, envoûter et conquérir l'électorat au moyen du double langage, du discours politique comme rhétorique creuse et vide, mais aussi en posant des actes concrets en violation flagrante des lois et procédures en vigueur et des engagements internationaux de la France (destruction des droits acquis, ignorance royale des procédures de décisions judiciaires...), le tout assorti de « show » médiatiques- dans le but avéré de damer le pion à l'extrême droite chauvine (Front National de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement Pour la France de Philippe de Villiers).

Dans ces conditions, la personnalité de Nicolas Sarkozy, fils d'un immigré hongrois, qui a visiblement exclu son origine et son ascendance culturelles de sa construction identitaire et n'a aucun lien historico-affectif avec les musulmans et les Africains, convient idéalement à la situation.

Habité par une mégalomanie démentielle et animé par la rage de conquérir le pouvoir à tout prix, ce dernier met un zèle outré à accomplir sa sale besogne au profit de l'intérêt général des possédants et des dominants, tout en manipulant et en instrumentalisant les uns et les autres, dans sa course diabolique vers l'Élysée.

Monsieur le Président, voici quelques preuves flagrantes :

Dans son discours de présentation de sa loi anti-immigration (et non d' « immigration choisie », car le France a toujours décidé de ses politiques d'immigration) à l'Assemblée Nationale française, il a affirmé avec beaucoup de malice, qu'il n'ignore pas l'Afrique dans son projet « parce que la géographie nous a mis ensemble ». Traduction : « Les liens historiques et économiques franco-africains, je connais pas. L'Afrique n'est qu'un environnement de nuisance qu'il faudra prendre en compte dans la stratégie et le dispositif de mise en œuvre de ma loi que je vais vous faire voter ». Confirmation lors de sa conférence-débat tenue à Bamako : en réponse à une interpellation d'une de nos compatriotes au sujet de la mainmise française, européenne et occidentale sur nos ressources naturelles, principale cause de nos difficultés de développement et de l'émigration vers les centres de richesse et de savoirs modernes injustement accumulés en Occident, il a dit tout de go, ce message destiné à l'électorat français : « Je vous le dis franchement (en sous-entendu : « voyez, électeurs français, moi, j'ai le courage de leur dire en face, chez eux-mêmes, en terre d'Afrique, contrairement aux autres hommes politiques qui manquent tous de courage ! ») : **Économiquement la France n'a pas besoin de l'Afrique...** »

Il organise des missions en Afrique- des voyages où il aurait dû accompagner son Collègue des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale ou le Premier Ministre ou encore le Président de la République (dont il s'arroge allègrement quelques prérogatives en la matière)- et maintient son agenda en un moment on ne peut plus inopportun afin **de défier, de provoquer et d'humilier les africains au yeux du monde entier, ce faisant mettre sous l'éteignoir tous ses concurrents réels ou potentiels en France.** Monsieur le Président,

Sarkozy prétend officiellement garantir et promouvoir les droits de nos compatriotes en situation irrégulière et réduire le nombre des clandestins pour leur éviter un séjour digne de sous-humains sur le territoire français. En pratique, il s'est officiellement fixé un objectif de 25.000 expulsés au cours de 2007 quelles qu'en soient les conditions. De ce fait, il fait expulser, à tours de bras, dans l'illégalité la plus totale, en reconduisant à la frontière des personnes parfaitement intégrées ayant acquis des droits reconnus et garantis par la loi (Contrat de travail à durée indéterminée), des enfants mineurs et scolarisés (en pleine année scolaire, par-dessus le marché) avec ou séparés de leurs parents. C'est entre autres le cas bien connu de Oumar Diallo et récemment, de Mariam Sylla et de ses deux enfants Mohamed (5 ans et demi) et Aissata (3 ans) montés de force dans un avion pour le Mali, le samedi 13 mai. Cette jeune femme vivait en France depuis 7 ans. Ses enfants y sont nés (donc de nationalité française, en vertu du droit du sol) et y sont scolarisés. La circulaire ministérielle du 31 octobre qui suspend jusqu'à la fin de l'année scolaire la reconduite des parents d'enfants scolarisés a été délibérément ignorée par les Préfets et le Cabinet du Ministre (alerté en pareil cas). Elle devait être entendue Par le juge des Libertés et de la détention (JLD) avant son expulsion. Elle ne l'a pas été. Elle devait comparaître au tribunal Administratif le 15 mai, pour contester l'Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière (L'APRF) pris par la Préfecture du Loiret. Il ne lui a pas été permis d'être présentée à l'audience. Soumises à l'obligation de faire du chiffre édicté par le Ministre de l'intérieur Sarkozy, les Préfectures du Loiret (signataire de l'APRF) et de Leure (responsable du placement en rétention) ont ignoré les règles de procédure. Statuant (en son absence forcée) sur son cas, le 15 mai, le Tribunal administratif d'Orléans a annulé l'arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Inhumaine sur le fond, l'expulsion de Mariam Sylla et de ses enfants est aussi illégale dans la forme. Mais Sarkozy n'en a cure. **Ce n'est que pour donner le change aux autorités maliennes qu'il a donné en catastrophe l'ordre de les ramener en France peu avant son arrivée à Bamako.** Et quels actes forts a-t-il jamais posés pour démanteler et faire sanctionner les réseaux d'exploitation illégale et forcenée de nos compatriotes (**réseaux, pourtant bien connus de ses services !...**), les marchands de sommeil, réprimer les actes criminels et racistes commis contre eux (incendies de leurs hôtels, entraînant des dizaines de morts, enlèvement devant son domicile et torture jusqu'à ce que mort s'en suive par la police de ce jeune malien vivant en France depuis 15 ans qui rentrait de son travail -affaire pendante devant la justice, mais qui a toutes les chances d'être mal jugée, etc.....) ? Par ailleurs, sa « trouvaille » qu'il brandit partout avec une extrême impudence, à savoir la carte de séjour « talent et compétence » est une supercherie, pour deux raisons :

D'abord cette idée est tirée du Programme « Campus Universitaire » du Ministère des Affaires Étrangères (qu'il a pillé), destiné à sauvegarder et étendre l'influence de la langue et de la culture française (mises en péril par l'anglais et l'espagnol) en rendant la France plus attractive pour l'intelligence mondiale (étudiants, chercheurs, consultants), ce, dans le cadre de la francophonie, concept néocolonialiste, ringard et poussiéreux que Sarkozy, qui clame, avec force démagogie, sa volonté de changer les « rapports franco-africains d'un autre temps » met en œuvre en sourdine, sous prétexte d'organiser le flux d'immigration en France. Il en donnera, d'ailleurs, une confirmation indirecte dans sa conférence de presse à Bamako, en affirmant clairement que les relations entre la France et l'Afrique portent exclusivement sur la francophonie (200 millions d'africains parlent le français), l'immigration et la problématique de la stabilité politique sur le continent noir ; ils comporteraient, selon notre hôte intrus, ignorant, et arrogant, aucun paramètre économique : seulement 2% d'échanges, c'est nul ! Surtout, « la plupart des grands pays producteurs de pétrole n'appartiennent pas à l'Afrique francophone » a-t-il asséné. Mais alors, dans ces conditions, en quoi la coopération avec la France est-elle utile à l'Afrique ?...

Ensuite, si la France et les autres pays capitalistes occidentaux cessaient de piller nos ressources naturelles et de voler le fruit du travail des africains (les soldes des transferts financiers nets sont régulièrement très nettement négatifs pour nous et très positifs pour eux), nos gouvernements auraient la possibilité concrète d'investir dans l'éducation et la recherche pour préparer l'avenir, aider à développer la compétitivité de nos économies. C'est particulièrement vrai pour le Mali, pays qui a mis

en place un système d'enseignement (Réforme de 1962) de niveau universel dont la qualité est, depuis belle lurette, reconnue par l'UNESCO.

Monsieur le Président,

Nos dirigeants seraient-ils incapables d'opposer à cet homme connu pour son arrogance coutumière les vertus cardinales et les valeurs sacrées de notre peuple comme l'honneur, le refus de la domination et de l'injustice, la reconnaissance et le respect scrupuleux de la dignité de la personne humaine, de la solidarité indéfectible avec les nôtres et tous les humains en souffrance, victimes de l'arbitraire et de l'oppression ou ont-ils tourné le dos à nos nobles traditions patriotiques ? N'ont-ils pas le courage d'emprunter le pas de :

Abdoulaye Wade (pourtant un des chantres de la mondialisation néolibérale et promoteur attiré avec Obasanjo et Tabo M'Beki, du NEPAD) qui a publiquement manifesté, dans une intervention télévisée, diffusée dans le monde entier, son désaccord complet et profond avec la politique d' « immigration choisie » de Sarkozy ?

Et, surtout, de Bouteflika qui a riposté au vote de la loi sur le « rôle positif » de la colonisation française en Afrique (loi de nature purement électoraliste, visant la réhabilitation des Harkis, catégorie des algériens qui ont choisi le camp de la France lors de la guerre d'indépendance de l'Algérie et ont commis, avec un zèle outré, au service de l'occupant étranger, les pires atrocités contre leurs propres compatriotes, donc, une loi provocatrice contre les africains en général et singulièrement contre les algériens) en qualifiant cette intrusion arrogante et criminelle de la France dans la vie de son pays de « **génocide culturel** » et en posant son veto pour une annulation pure et simple de la loi, menaçant de refuser, dans le cas contraire, la reconduction de l'accord de coopération franco-algérienne ? Le Président Chirac a dû intervenir pour faire annuler cette loi déjà votée par le Parlement et dépêcher auprès de son homologue algérien, le Ministre des Affaires Étrangères (Philippe Doust Blazy) qui en a été l'initiateur, afin d'obtenir la signature dudit l'accord. Ce dernier fut poliment éconduit par le souverain algérien qui partagea dès le lendemain l'essentiel du juteux marché (d'environ 60 milliards d'euros) de son pays (pétrole, gaz naturel, BTP...) entre d'autres partenaires Etas-Unis d'Amérique, Chine, Russie.... Pour ne pas tout perdre, la France se contenta du peu (les miettes restantes, les petits contrats de service) et au prix d'une gentillesse et d'une prévenance affectées et humiliantes (accueil officiel et chaleureux de Bouteflika pour ses soins à Paris), sous les yeux médusés et indignés des électeurs mal informés.

Monsieur le Président,

Le Mali n'a-t-il aucune ressource stratégique sur laquelle il peut s'appuyer pour se faire respecter et protéger ses citoyens de toutes ces vilenies inacceptables ? A quoi servent aux maliens du dedans et de la diaspora notre coton ? Notre or ? Nos ressources énergétiques et notre marché de télécommunications ? Nos réserves de pétrole qui seront bientôt exploitées ?

Et pourquoi Sarkozy ne demande-t-il pas aux entreprises françaises de quitter nos pays puisque la France peut se passer de l'Afrique ?

Aujourd'hui, les Maliens savent que nos liens historiques avec la France ne nous ont apporté, pour l'essentiel, que malheur, misère et humiliation. Faites un tour devant le Consulat et regardez comment leurs représentants méprisent vos compatriotes, surtout les intellectuels, les artistes, les étudiants au nom desquels ils aiment rappeler toutes les « facilités » mises en œuvre. Il n'en est rien Monsieur le Président !

Monsieur le Président,

La riposte organisée de notre peuple contre la visite de Nicolas Sarkozy à travers les manifestations de l'Association Malienne des Expulsés soutenue par un Collectif composé de Radio Kayira, du Journal

Sanfin, de la Ligue pour la Justice, le Développement et les Droits de l'Homme (LJDH), de la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (C.A.D.-Mali), les dénonciations du parti SADI, de la CSTM, de l'AMDH, de la Jeunesse dans toutes ses composantes, du Collectif des élus de la Région de Kayes, ont contrasté avec le silence que vous avez observé, vous et tous les autres dirigeants de nos Institutions. Et pire, **il y a eu une obstruction délibérée à la liberté d'association, de réunion et de manifestation : notre marche a été interdite et il a fallu toute la détermination des marcheurs pour qu'elle ait lieu. Le sit-in prévu devant l'entrée principale de l'Hôtel de l'Amitié a été empêché, nos pancartes ont été déchirées sans ménagement par les Forces de l'Ordre. Ces atteintes graves aux libertés collectives sont inacceptables.**

Par conséquent, nous vous demandons, Monsieur le Président, de vous investir personnellement pour éviter une remise en cause de ces libertés acquises au prix du sang de notre peuple.

En espérant que vous partagerez avec l'écrasante majorité de nos compatriotes bien informés et ma modeste personne ces sentiments légitimes et ces réflexions sur la question de l'immigration et les lois Sarkozy, mais, bien plus, **que notre peuple vous entendra très bientôt manifester publiquement votre désaccord avec lui, puis, vous verra agir, avec fermeté et détermination pour le contrer**, je vous prie de croire Monsieur le Président, en l'assurance de mes sentiments distingués.

Nouhoum Keita Journaliste à Radio Kayira, membre du Collectif de soutien aux Expulsés

Rédigé à Bamako, le 24 mai 2006, par Nouhoum Keita